



esisc@esisc.org
www.esisc.org

NOTE D'ANALYSE

12 octobre 2023

ISRAËL : COMMENT SE DEROULERA L'INEVITABLE OFFENSIVE TERRESTRE SUR GAZA

Par Genovefa ETIENNE et Claude MONIQUET, co-directeurs de l'ESISC

La seule question qui se pose, concernant l'offensive terrestre israélienne contre le Hamas, n'est pas de savoir SI elle aura lieu mais bien QUAND elle commencera. Avec, comme interrogations subsidiaires : quelle sera son ampleur et jusqu'où s'étendra-t-elle ?

Certains commentateurs en sont encore à se demander si l'offensive terrestre israélienne aura lieu, estimant soit qu'elle sera trop risquée et coûteuse en vies humaines pour qu'Israël tente « l'aventure », soit que l'existence de 100 à 200 otages la rend *de facto* impossible.

Cette offensive terrestre aura pourtant bien lieu et **elle pourrait même être imminente**. En effet :

- **La position actuelle de l'Etat hébreu** (blocus total ou siège de Gaza avec coupure des livraisons d'électricité, d'eau et d'essence) **ne peut être que temporaire** si Jérusalem veut respecter le droit international et garder le soutien étendu dont elle jouit aujourd'hui au plan mondial.
- Les bombardements massifs (2 687 cibles avaient été « traitées » par l'armée de l'air israélienne ce matin à huit heures) vont atteindre leurs limites.
- Si l'objectif est réellement « d'éradiquer » le Hamas, ce but de guerre ne peut être atteint que par une intervention terrestre : « **On ne gagne pas une guerre à 30 000 pieds** » (par des bombardements, selon l'adage).

1) Les conditions de l'offensive

Mais le déclenchement de cette offensive terrestre nécessite que **quatre conditions** soient remplies :

- Avoir **amassé assez de troupes, de matériel lourd** (blindés, artillerie) **et de logistique** (carburant, munitions, nourriture, matériels de secours et moyens d'évacuation et de traitement des blessés) pour disposer de la force écrasante nécessaire à une offensive terrestre et des capacités de la poursuivre le temps voulu. Le ratio généralement admis par les militaires est de ne **passer à l'attaque que quand les forces sont de 3 à 5 fois supérieures à celles du défenseur** qui bénéficie de l'avantage tactique du retranchement. Par ailleurs, le rapport entre forces combattantes et logistiques est, en moyenne, de 1 à 3.
- Avoir mis en place un ou des **corridors humanitaires** d'évacuation de la population civile.
- Être assuré que **les forces engagées sur le front n'empêcheront pas la protection du reste du territoire.**
- Disposer d'un **soutien politique total** dans la société israélienne.

Aujourd'hui (12 octobre), **deux de ces conditions** sont d'ores et déjà remplies :

- Un **gouvernement d'urgence ou d'union nationale** est en train de se mettre en place. Dans un pays soumis au vote proportionnel (et donc, par nature, instable), **c'était une condition politique essentielle au déclenchement d'une guerre terrestre**, qui entraînera obligatoirement de nouveaux morts israéliens, mais aussi, malheureusement, des victimes collatérales palestiniennes qui seront exploitées par le Hamas pour nuire à l'image de l'Etat juif. Cette opération terrestre pourra débuter à n'importe quel moment quand le nouveau gouvernement sera en place. C'est peut-être une question d'heures.
- Le déploiement du groupe de combat naval américain entourant le **porte-avions USS Gerald R. Ford**, au-delà de la réaffirmation du soutien total des Etats-Unis, **offre à Israël une couverture aérienne suffisante pour faire face à toute agression extérieure par une tierce partie.**

Une **troisième condition** est presque atteinte : le **déploiement militaire massif** (rendu possible par la mobilisation de 300 000 réservistes, soit les trois quarts de la réserve opérationnelle de Tsahal), réparti entre le sud (majoritairement) et le front nord pour faire face à une éventuelle offensive du Hezbollah est en voie d'achèvement.

La **quatrième question**, celle de l'établissement de **couloirs d'évacuation** vers l'Egypte, est en cours de résolution via des négociations tripartites entre Israël, l'Egypte et les Etats-Unis. Cette évacuation des civils est essentielle et répond à **des motivations aussi bien humanitaires que tactiques**. D'abord, elle **minimise le risque de dégâts collatéraux**, d'autant plus difficiles à supporter qu'ils seront largement instrumentalisés par la propagande du Hamas. Ensuite, « **vider le marécage** » dans lequel évolue le Hamas permet de **repérer plus facilement les combattants pour les détruire**, ce qui reste le but de guerre premier.

2) Buts de guerre, moyens de les atteindre et doctrine militaire de Tsahal

Le but de guerre essentiel est clairement affiché : **éradiquer le Hamas**, « l'effacer de la surface de la terre » (Benjamin Netanyahu dans la soirée du mercredi 11 octobre : « *Tout membre du Hamas est un homme mort* »). La *Qyriat* (quartier général de Tsahal, à Tel Aviv) ne parviendra peut-être pas à atteindre ce but, mais il est possible d'infliger au groupe terroriste des pertes maximales dont il aura du mal à se relever.

Ce but correspond à la doctrine militaire d'Israël.

La doctrine militaire israélienne telle qu'elle est appliquée par Tsahal est connue et repose, entre autres, sur la « **doctrine Dahiya** » développée par le **général Gadi Eizenkot**, chef d'Etat-major général de 2015 à 2019 (et, par ailleurs, ardent défenseur d'une paix à deux Etats, d'un approfondissement de la démocratie et d'une séparation accrue des pouvoirs...).

Dahiya repose sur le concept d'une **guerre asymétrique rapide** qui implique la **destruction des infrastructures civiles des régimes jugés hostiles**, pour empêcher les combattants ennemis de les utiliser, et sur l'emploi d'une **puissance « disproportionnée »** pour anéantir les forces adverses.

En fait, Dahiya ne fait que synthétiser ce qui a toujours été la stratégie de l'Etat hébreu : **maintenir en tout temps et en toutes circonstances une supériorité stratégique et tactique afin d'assurer la survie d'Israël**. Tout adversaire potentiel doit savoir qu'il paiera un prix énorme et déraisonnable s'il agresse le pays. *Ipsa facto*, cela signifie que **chaque acte hostile doit donner lieu à une réplique immédiate et écrasante**. Le but, ici, est de montrer à l'ennemi qu'il ne peut pas espérer gagner.

Dans le cas qui nous occupe, **les pertes du Hamas devraient être infiniment supérieures (numériquement parlant) à celles subies par Israël** (c'est l'aspect « non proportionnel » de la doctrine).

Le **siège total de Gaza**, tel qu'il est pratiqué à ce jour, correspond à l'une des phases de Dahiya. Selon le Comité international de la Croix Rouge¹, le siège (« *une tactique pour encercler les forces armées d'un ennemi afin de l'empêcher de faire le moindre mouvement ou de le couper de tout soutien et des canaux d'approvisionnement* ») « *n'est pas en tant que tel interdit par le droit international humanitaire, à condition [qu'il] soit effectué uniquement contre des objectifs militaires. Autrement dit, la tactique du siège doit être employée seulement contre des biens qui par leur nature, leur emplacement, leur destination ou leur utilisation apportent une contribution effective à l'action militaire et dont la destruction totale ou partielle, la capture ou la neutralisation offre un avantage militaire précis en vertu de l'article 52(2) du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I) et de la règle 8 de droit international humanitaire coutumier tel qu'identifié par le Comité international de la Croix-Rouge.* »

Les bombardements, eux, ont pour but de neutraliser les installations du Hamas, à couper ses voies logistiques et de communication, à épuiser ses forces et à détruire un certain nombre de

¹ CICR : *International Humanitarian Law and the Challenges of Contemporary Conflicts – Recommitting to Protection in Armed Conflict on the 70th Anniversary of the Geneva Conventions*, page 26 de l'édition en français.

« points hauts » (buildings) offrant des positions de tirs à l'organisation. A titre subsidiaire, il permet déjà l'élimination d'un certain nombre de ses dirigeants.

Mais on voit ici les **limites des opérations israéliennes de siège et de bombardements** puisqu'elles touchent à la fois « combattants » et civils, le Hamas se dissimulant au milieu de la population civile (en application du slogan de Mao Tse Toung : « *Le rebelle vit dans la population comme un poisson dans l'eau* »).

Le siège vise, d'une part, à empêcher le ravitaillement du Hamas et, d'autre part, à pousser la population à quitter le théâtre du futur affrontement (« assécher le marais », comme nous le disions plus haut). Il ne peut toutefois durer trop longtemps sans se retourner contre Israël : **le Hamas souhaite que siège et bombardements fasse le maximum de victimes civiles**, de manière à radicaliser la population et à utiliser ses souffrances (bien réelles) comme moyen de guerre psychologique. Faire durer cette phase, c'est offrir une victoire symbolique aux terroristes.

L'opération terrestre, quand elle débutera, verra (probablement) **l'engagement de forces massives** destinées à saturer le terrain et à « sidérer » l'adversaire par une supériorité absolue du tir, **combinées à des unités spéciales** qui mèneront des opérations « chirurgicales ». L'objectif sera de tuer les commandants des *Brigades Izz ad-Din al-Qassam* (la branche militaire du Hamas) et le maximum de leurs « combattants » et « réservistes ». En particulier, Tsahal recherchera à anéantir la **force Nukhba** (« élite »), les forces spéciales de cette branche armées qui ont joué un rôle central dans les attaques et les atrocités commises entre le 7 et le 10 octobre. Seront également visés les stocks d'armements, les infrastructures logistiques (entre autres, les tunnels), les centres de commandement, de renseignement et de communication.

Il est plus probable, sinon certain, que des **opérations d'éliminations ciblées** (« *targeted killing* ») seront également menées par les services spéciaux dans les pays où vivent, loin de Gaza, les dirigeants politiques (et certains chefs « militaires ») du Hamas : **Liban, Syrie, Iran et peut-être Qatar**.

Un **autre but de guerre**, important mais secondaire, consistera à **localiser et à libérer le maximum d'otages**.

Cela peut être réalisé par deux moyens : des **opérations de forces spéciales** terrestres menées de manière continue tant que durera la présence militaire massive à Gaza et la **capture de tout membre du Hamas qui ne sera pas « neutralisé »** afin de disposer, en fin de conflit ouvert, d'une masse de détenus qui pourront, éventuellement, servir de monnaie d'échange.

Enfin, il est important de noter que l'opération doit être **la plus rapide et la plus courte possible** afin, tout à la fois, d'éviter l'accumulation de victimes collatérales et de limiter le poids insupportable pour l'économie israélienne que fait peser la mobilisation de centaines de milliers de combattants.

3) Le conflit peut-il s'étendre ?

Reste une question à laquelle il est impossible de répondre à l'heure où nous écrivons : le conflit peut-il s'étendre ? On pense évidemment à une offensive du **Hezbollah** dans le nord, à une « **intifada** » en Cisjordanie, voire à une intervention directe de l'**Iran**.

Il est peu probable que le Hezbollah décide de s'impliquer directement, autrement que par des tirs de roquettes symboliques, dans le conflit, et l'Iran se gardera probablement de toute provocation (entre autres du fait de la présence de la marine américaine).

Toutefois, **si les preuves de l'implication de Téhéran dans l'opération du Hamas étaient décisives, c'est Israël qui pourrait être tenté de frapper**. Le conflit changerait alors totalement de dimension, mais nous n'en sommes pas là.

En **Cisjordanie**, la situation est extrêmement tendue, mais il n'y a **pas, à l'heure actuelle, de signes évidents d'une large mobilisation** pouvant conduire à une insurrection généralisée.

©ESISC 2023

esisc@esisc.org

claude.moniquet@esisc.org

www.esisc.org